LE LYCÉE DOMINIQUE OUATTARA DE KONG AU PRISME DES GROSSESSES EN COURS DE SCOLARITÉ

Ouattara Kanndanan insiata
Ecole Normale Supérieure- Abidjan
ouatinsete@yahoo.fr

Résumé

Différents facteurs entravent le maintien de la jeune fille dans le circuit scolaire dans les pays en voie de développement et particulièrement dans le zones dites défavorisées. Au nombre de ces facteurs, il y a la récurrence grossesses précoces en cours de scolarité. Cet article vise à analyser ce phénomène dans le département de Kong précisément au Lycée Dominique Ouattara, seul établissement secondaire public de cette localité. Il s'agit notamment d'établir d'une part, le profil des élèves-mères et d'autre part, celui des auteurs de ces grossesses. Il identifie également les causes à l'origine de ce phénomène et ces perceptions par les différents acteurs. Enfin, des pistes sont proposées pour une meilleure régulation du problème dans cet établissement qui enregistre chaque année en moyenne plus de 20 cas de grossesses. Une revue documentaire et l'administration de questionnaire et de guide d'entretien à cent (100) enquêtés ont permis de mieux comprendre la problématique de cette étude. Les résultats issus de l'analyse des données montrent que l'âge auquel les filles contractent une grossesse au cours de leur scolarité varie entre 15 et 20 ans et que 59,09 % des auteurs de ces grossesses sont leurs pairs. Divers facteurs liés à la vulnérabilité des jeunes filles, aux facteurs liés à l'environnement socioéconomique et culturel des jeunes filles, à l'entourage des jeunes, au niveau d'information sur l'éducation sexuelle et reproductive et les facteurs psycho-sociaux, à la passivité des parents face aux comportements déviants de leurs enfants, à l'absence de sanctions pénales des auteurs sont entre autres à l'origine de la persistance de ce problème.
***Mots clés** : Département de Kong, Côte d'Ivoire, Grossesse, Milieu scolaire.*

Abstract

One of the main challenges in any education system is keeping the girl in school. However, when teenage pregnancies in school are recurrent it becomes a national concern. Thus, this article aims to analyze this phenomenon in the Kong department precisely at the high school Dominique Ouattara, the only public secondary school in this locality. This involves in particular establishing, on the one hand, the profile of student mothers and, on the other hand, that of the perpetrators of these pregnancies. It also identifies the root causes of this phenomenon and these perceptions by the different actors. Finally, avenues are proposed for better regulation of the problem in this establishment, which records an average of more than 20 cases of pregnancy each year. A documentary review and the administration of a questionnaire and interview guide to one hundred (100) respondents provided a better understanding of the problematic of this study. The results of the data analysis show that the age at which girls become pregnant during their schooling varies between 15 and 20 years and that 59.09% of the perpetrators of these pregnancies are their peers. Various factors linked to the vulnerability of young girls, to factors linked to the socioeconomic and cultural environment of young girls, to the entourage of young people, to the level of information on sexual

and reproductive education and psycho-social factors, the passivity of parents vis-à-vis the deviant behavior of their children, the absence of penal sanctions for the perpetrators are among other things at the origin of the persistence of this problem
***Keywords**: Department of Kong Côte d'Ivoire, Pregnancy, School environment.*

Introduction

La problématique des grossesses précoces en général et en particulier celles en cours de scolarité reste de nos jours un sujet d'actualité. En effet, les grossesses en milieu scolaire constituent un phénomène qui empêche la réalisation complète des OMD et par ricochet des ODD[1]. Ce phénomène touche essentiellement les points (2) et (3) des OMD[2] qui traitent de la scolarisation et de la promotion de l'égalité des sexes ainsi que de l'autonomisation des femmes. Ce fléau constitue par conséquent un frein à l'épanouissement et à l'éducation des jeunes filles surtout dans les Pays en développement. Les indicateurs statistiques officiels témoignent que le phénomène des grossesses chez les adolescentes en France reste de faible ampleur et semble même diminuer depuis une trentaine d'années. Un rapport publié par l'INED (Brouard et Kafé, 2000) faisait état d'une diminution de plus d'un tiers (36 %) du nombre de jeunes filles mineures enceintes. En revanche, selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), il survient chaque année 80 millions de grossesses en milieu scolaire dans les pays en voie de développement. En Côte d'Ivoire, ce phénomène constitue un des problèmes sérieux pour notre système éducatif car il est l'une des principales causes de plusieurs cas de déscolarisation. Il prend une allure inquiétante au regard des statistiques. En effet, de 3700 cas de grossesse qu'on dénombrait en 2013-2014, ce nombre est passé à 4678 en 2014-2015. Bien que le

[1] Les 17 objectifs de développement durable (ODD) définissent les priorités de développement mondiales à l'horizon 2030. Les ODD sont centrés sur la réalisation des droits humains et représentent un appel universel à l'action pour mettre fin à la pauvreté, protéger la planète et veiller à ce que tous puissent connaître la paix et la prospérité. Parmi les ODD, on compte l'égalité des genres, dont l'une des cibles fondamentales est la fin du mariage des enfants d'ici 2030. Cependant, ne pas atteindre cette cible entrainerait de conséquences dépassant largement le cadre de l'objectif 5.

[2] 8 objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont été définis par les Nations unies en 2000. Ils constituent une feuille de route pour mobiliser la communauté internationale en faveur du développement des pays les plus pauvres et définissent des indicateurs chiffrés pour en mesurer les progrès. L'objectif 2 porte sur la réalisation de l'éducation primaire universelle et l'objectif 3 porte sur la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

phénomène de grossesse en cours de scolarité concerne aussi bien le primaire que le secondaire, cette étude s'intéresse au cycle secondaire qui enregistre le plus grand nombre des cas. D'après, un rapport de la DSPS[3], on dénombrait 4 034 cas de grossesses au secondaire général entre 2017 et 2019.

A l'instar de plusieurs régions de la Côte d'Ivoire, le département de Kong a bénéficié de nombreuses infrastructures scolaires. Entre 2013 et 2020, le nombre d'écoles primaires dans cette circonscription est passé de 105 à 203 (source IEPP). Le département a été également doté d'un lycée entièrement équipé qui porte le nom de la première dame Dominique Ouattara. En dépit des efforts fournis par les autorités éducatives et territoriales dans le domaine de l'éducation en vue d'un meilleur accès à l'école et de meilleur condition d'apprentissage et réussite, cet établissement connait certains maux dont la problématique de cette étude, puisque chaque année plus d'une trentaine de filles en cours de scolarité tombent enceintes.

Ce problème constitue donc un défi majeur pour la réussite de la politique de l'école obligatoire des 6-16 ans. La présente étude se propose d'analyser le phénomène dans ce département de la Côte d'Ivoire afin de proposer des pistes de solution. En d'autres termes, ce travail cherche à répondre aux préoccupations suivantes : Qui sont ces filles victimes de ce phénomène ? Qui sont les auteurs de leur grossesse ? Quelles en sont les causes ? Comment est-il perçu dans la zone de l'étude ?

1- Méthodes

Cette étude a lieu en Côte d'Ivoire, dans le département de Kong appartenant à la région du Tchologo. Elle concerne le Lycée Dominique Ouattara, seul établissement secondaire de ce département qui accueille les élèves en provenance de Bilimono, Nafana, Sikolo et de la commune de Kong. Pour mieux cerner la problématique soulevée par l'étude, une enquête a été menée auprès d'un échantillon cible très variée de cent (100) personnes dont vingt-deux (22) portaient des grossesses dans le

[3] Direction des Stratégies, de la Planification et des Statistiques (DSPS) du ministère de l'Education nationale dans son rapport publié le jeudi 28 mars 2019.

courant du deuxième trimestre de l'année scolaire2020- 2021. Plusieurs techniques de collecte de données ont été utilisées en fonction de chaque cible (voir tableau ci-dessous) choisi de façon raisonnée. C'est ainsi que toutes les filles au nombre de 22 qui étaient en état de grossesse ont été prises en compte et 10 élèves-mères ont été sélectionnées. Il faut toutefois signaler que les 40 autres élèves qui figurent dans le tableau ont été choisis de façon aléatoire. En plus des entretiens individualisés approfondis et focus group qui ont porté entre autres sur leurs profils, les raisons évoquées pour justifier leur acte, leurs perceptions et leurs propositions pour freiner les grossesses en cours de scolarité, une revue documentaire a été nécessaire. D'une durée approximative d'une heure, les entrevues se sont déroulées en milieu scolaire dans un bureau aménagé à cet effet. La totalité des entrevues étaient enregistrées sur bande magnétique puis entièrement transcrites afin d'en conserver les témoignages de façon intégrale. Une fois les données qualitatives recueillies, l'usage de l'analyse de contenu comme méthode d'analyse a permis de mettre en exergue les points de similitudes mais aussi de faire ressortir les divergences. Par ailleurs, pour mieux comprendre, le phénomène de grossesse en cours de scolarité, nous avons inscrit l'étude dans la perspective théorique de la sociologie des problèmes sociaux qui stipule que les faits sociaux ne deviennent des problèmes publics que parce qu'ils ont été traités comme tels, et qu'il n'existe pas de naturalité propre au fait social. En outre, le recours à la théorie des représentations sociales introduite par Serge Moscovici en 1961 prend tout son sens dans l'étude car elle permet d'accéder au mode de pensée des sujets, à leur vision du monde ainsi qu'à l'inscription de cette réalité dans la pratique.

Tableau1 : Répartition des enquêtés et techniques utilisées

Localités	Qualités des acteurs	effectifs	Techniques de collecte des données
	SG de la préfecture	1	Entretien Individuel Approfondi
	Sous-préfet de Kong	1	Entretien Individuel Approfondi

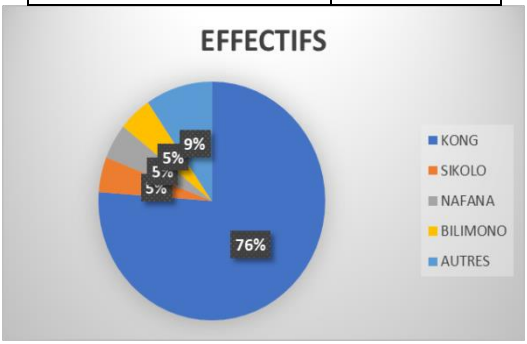
KONG	Chef de village de Kong	1	Entretien Individuel Approfondi
	Maire résident	1	Entretien Individuel Approfondi
	Proviseur	1	Entretien Individuel Approfondi
	Enseignants	8	Focus group
	IEPP de la circonscription de Kong	1	Entretien individuel Approfondi
	Bibliothécaire	1	Entretien individuel Approfondi
	Maitre coranique	2	Entretien Individuel Approfondi
	Jeunes	8	Focus group
	Élèves en grossesse pendant l'enquête	22	Entretien Individuel Approfondi
	Elèves garçons pères	3	Entretien individuel Approfondi
	élèves mères	10	Focus group
	Autres Elèves	40	Questionnaires
TOTAL DES ENQUÊTÉS DE KONG		**100**	

Source : elle –même (K. I. Ouattara, 2021)

2- Résultats

2-1- Profils des élèves en grossesse en fonction du niveau d'étude et de leur localité d'origine

Niveau d'étude des enquêtées	Effectifs
4ème	3
3ème	12
2nde	1
1ére	1
Tle	5
EFFECTIFS TOTAL	**22**



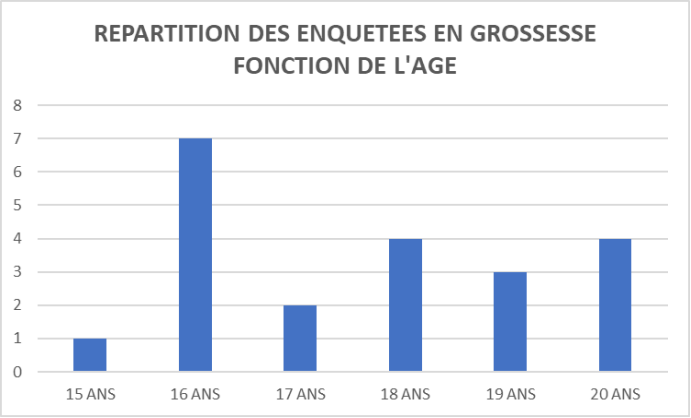
Source : auteur elle-même (K.I. Ouattara,2021)

Il ressort de l'enquête que 68,18% des grossesses recensées au moment de notre passage au Lycée Dominique Ouattara de Kong concernent les élèves filles du premier cycle. Dans ce lot, 80% sont en classe de 3ème, c'est -à –dire en année de préparation du Brevet d'Etude du Premier Cycle (BEPC). C'est donc en classe de 3ème que le nombre de grossesse est le plus important dans notre échantillon. Cela suppose qu'elles sont tombées enceintes à la fin de la classe de 4ème. Quant aux 31, 82% de l'échantillon des élèves mères du second cycle, 5 sont en classe de terminale. Relativement à la localité d'origine, 76% des enquêtées sont de la commune de Kong qui abrite le lycée. Ces dernières ont toutes affirmé vivre en famille avec leur parent biologique ou leur grand parent. 9% ne sont pas natives du département. Les autres 15% proviennent des

localités suivantes : Bilimono, Nafana, et Sikolo appartenant au département de Kong. Ces dernières tout comme celles dont les parents vivent hors du département sont confiées soit à des tuteurs ou louent des maisons dans la commune. En somme, seulement près de ¼ de ces filles vivent chez des tuteurs ou sont en location.

2-2- Âge des filles en grossesse en cours de scolarité

Dans le cadre du profilage des enquêtées en état de grossesse au moment de l'étude, nous avons cherché à connaitre leur âge. Il ressort que les filles concernées ont une tranche d'âge située entre 15 et 20 ans avec un pic à l'âge de 16 ans comme en témoigne la figure ci-dessous.



Source : Auteur elle-même (K.I. Ouattara,2021)

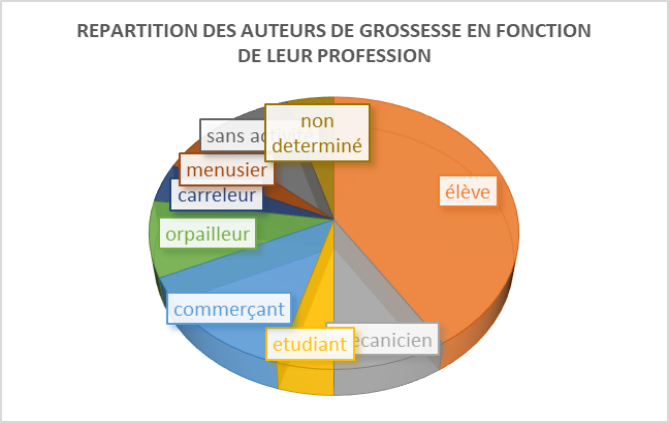
Les classes d'âge de 18 et 20 ans viennent en seconde position avec un effectif de 4 filles chacune soit 8 filles sur 22. Ensuite, elles sont 3 soit 13,63% qui ont 19 ans et 2 soit 9,09% qui ont 17 ans. Enfin, une seule fille de l'échantillon âgée de 15 ans porte une grossesse. Lorsqu'on associe les tranches d'âge des élèves-mères interrogées (au nombre de 10) on déduit une augmentation du nombre de grossesse pour la tranche d'âge située entre 14 et 16 ans, et une baisse du nombre de grossesse pour les classes autres classes d'âge.

2-3- Les auteurs des grossesses

L'analyse des auteurs de grossesses montre que la plupart des risques auxquels les jeunes filles sont confrontées découlent de l'environnement

scolaire. En effet, selon nos enquêtes, 59,09% (13 sur les 22) des auteurs de grossesses sont des garçons qui partagent avec les filles le milieu scolaire. Parmi eux, deux (2) ont le même niveau que leurs partenaires et les autres sont dans des classes de niveau supérieur. Un tel constat amène à supposer que les filles n'ont pas été suffisamment préparées à résister à la pression des pairs et à prendre des décisions en toute autonomie en ayant conscience des conséquences de leurs comportements sexuels. « J'étais en classe 5 sème et lui en classe de 4ème. Au début je lui ai dit que je voulais qu'il m'explique mes exercices de mathématiques. Mais il m'a dit que je lui plaisais et qu'il veut coucher avec moi. Au début, je ne voulais pas. Comme il a insisté, j'ai fini par accepter et nous avons commencé à avoir des relations sexuelles. Nous nous retrouvions tous les jours après les cours chez lui, car ses parents avaient pris un studio en location pour lui dans une cour commune. C'est comme ça que je suis tombée enceinte » raconte l'enquêtée O.S

En revanche, les auteurs de grossesse en situation d'activité exercent différents métiers : mécanicien, orpailleur, carreleur ou commerçant. Ils sont au nombre de 2, ceux qui n'exerce aucune activité génératrice de revenue.



Source : auteur elle-même (K.I. Ouattara, 2021)

2-4- Les causes des grossesses en cours de scolarité

Les raisons qui justifient le taux de plus en plus croissant des grossesses en cours de scolarité au Lycée Dominique Ouattara de Kong sont

multiples et multiformes. Au plan socioculturel, l'analyse de contenu des entretiens mette en cause la responsabilité des parents et la vulnérabilité des jeunes. "*Ma mère ne me parle pas de sexualité. Elle ne m'a jamais dit de faire attention aux garçons. Lorsque je sors les nuits, mes parents ne me grondent pas. Je peux sortir à 19H et rentrer à 23H et lorsque je rentre, ils dorment généralement"* affirme cette enquêtée.

La sexualité semble demeurer un sujet tabou au sein des familles de nos enquêtées à majorité de confession islamique. En effet, lors des focus groupes, des élèves ont déploré l'absence de communication au sein de la famille surtout avec leur génitrice. Les parents eux même y compris les guides religieux ont reconnu qu'ils éprouveraient une certaine gêne à aborder les questions relatives à la sexualité avec leurs enfants. *"Nous sommes de l'époque ancienne, ce n'est vraiment pas facile de parler de sexe avec nos enfants. Mais les femmes, elles peuvent le faire. Moi, je pense que ce rôle revient aux femmes, ce sont elles qui sont toujours avec les filles"* affirme, un parent d'élève.
Or, dans la plupart des cas, les mères n'arrivent pas à assumer ce rôle d'éducateur. En outre, il est a noté, qu'il arrive que des mères se rendent complices et même encourageraient les filles à fréquenter des hommes. Selon elles, cela constitue un signe de maturité de leur progéniture. Selon cette élève de la classe 4eme en grossesse au moment de l'entretien : « Ma mère considère que je suis pubère. Lorsque je vais voir mon amant, pour ne pas que mon papa sache que je suis encore dehors, elle ne ferme pas à clé la porte d'entrée de la concession. Une fois que je reviens de ma balade, je rentre tranquillement me coucher…. Elle m'a dit aussi que si je fais un enfant, elle va s'en occuper ».
Ce propos de cette autre interviewée, élève- mère d'un enfant de 10 mois est très révélateur : "*Quand je suis tombée enceinte, c'est ma maman que j'ai informée. Je lui dis que je n'ai pas maman fais mes règles depuis deux (2) mois. On a caché ça à mon papa. Et comme les parents de l'auteur de ma grossesse ne sont pas venu eux même donner l'information à mes parents, ma mère et moi avions menti à mon père que pendant les congés je voyagerais. C'est comme ça que je suis allée chez la maman du jeune, j'y suis restée jusqu'à l'accouchement".*
Pourtant, dans les sociétés africaines, ce sont les parents des auteurs de grossesse qui dépêchent des émissaires dans les familles des filles pour les informer et excuser l'acte de leur progéniture en cas de grossesse hors mariage. Ceci n'est pas généralement pas le cas dans le cadre de ce travail,

car elles sont 29 sur l'ensemble des 32 enquêtées avoir informé elles même leur géniteur. En outre, les adolescentes évoluent dans un monde en pleine mutation où l'on assiste à une dépravation des mœurs. De nombreux messages circulent sur la santé sexuelle et reproductrice de sorte que les filles n'arrivent pas toujours à faire des choix judicieux. En effet, à la question de savoir si elles avaient des informations sur les méthodes contraceptives, non seulement elles répondent toutes par l'affirmative mais elles font référence à toute une gamme de produits. Le fait est la gêne qu'elles éprouvent à la crise de l'adolescence à recourir aux services de santé maternelle et infantile et le refus de certains de leur partenaire de se protéger pendant les rapports sexuels.

Par ailleurs, les raisons économiques liées aux conditions de vie précaire de certaines élèves les rendraient vulnérables. Toutes celles dont les auteurs des grossesses exercent une activité génératrice de revenu affirment recevoir entre 5000 F et 15000 par mois pour leurs besoins (achat de serviette hygiénique, de lait pour le corps et certains fournitures). La pauvreté augmenterait ainsi le risque pour ces jeunes filles d'avoir des rapports sexuels parfois non désirés ou non protégés puisqu'elles ont relaté que leurs partenaires sexuels refusent de porter le préservatif. A travers les entretiens, il ressort que les conditions de vie auxquelles les filles font allusion ont ses corollaires tels que l'effet de mode, le mimétisme, la mauvaise compagnie qui conduisent à des comportements déviants se soldant par des grossesses précoces. *"Mes parents ne me donnent pas d'argent alors que je n'ai pas la totalité des mes fournitures. Ils ont seulement acheté les cahiers mais pas les livres. En plus, j'ai des petits besoins. Et quand je suis avec mes amies qui ont certaines choses qui me manquent …ce n'est pas facile. L'argent que mon partenaire me donne me permet d'acheter ce que je veux"* ont rétorqué plusieurs des enquêtées.

2-5- Perceptions des grossesses précoces à Kong

Les grossesses précoces sont considérées comme une préoccupation majeure dans le département de Kong, particulièrement au Lycée Dominique Ouattara. En effet, les différents responsables éducatives (proviseur, chef d'établissement adjoint, inspecteurs de l'éducation, enseignants) et autorités administratives (sous-préfet, secrétaire général de préfecture, maire) ainsi que les leaders communautaires sont

conscients que les grossesses précoces constituent un problème social et scolaire. Selon le proviseur de l'établissement : *"la situation est alarmante, parce que nous sommes face à une situation où ces jeunes filles ne peuvent pas se prendre en charge ni sur le plan émotionnel, ni sur le plan financier"*. Elle considère que ce phénomène pousse les filles à interrompre provisoirement les études ou à quitter définitivement l'école. Toujours selon elle, les grossesses sont contractées pendant les vacances scolaires ; ce qui n'est pas l'avis des parents qui incriminent l'école. En effet, les renseignements pris suite à non inscription ou absences répétées de certaines élèves révèlent généralement que ces faits sont dus à une grossesse. Quant aux parents et même le chef du village, ils considèrent que le phénomène des grossesses en cours de scolarité commence à être banalisé en raison du nombre important de cas chaque année. En réalité, ils ne le jugent pas forcement gênant vu le taux de mariage précoce dans la localité. Toutefois, certains perçoivent la grossesse comme un rite de passage. Ils la considèrent comme une épreuve socialisante qui doit se dérouler en conformité avec les normes sociales et religieuses de la communauté. En revanche, les autres élèves, c'est-à-dire les condisciples des élèves mères ou celles qui vont le devenir les discriminent. Et ces dernières pensent être stigmatisées parfois par certains enseignants tandis que d'autres sont compatissants.

2-6- Des pistes de solutions pour réduire le phénomène

En Côte d'Ivoire, le Ministère en charge de l'éducation nationale a pris à bras le corps la question des grossesses précoces dans le milieu scolaire puisque c'est un problème social. Il a instauré depuis 2013, une campagne dénommée "zéro grossesse à l'école" en vue de sensibiliser les élèves sur les grossesses précoces. Des dispositions ont été prises pour punir les enseignants qui se rendraient coupables. Le gouvernement procède également à la création d'établissements scolaires de proximité dans les villages et villes pour rapprocher les écoles des familles ainsi qu'à la mise en place des cantines dans les écoles. C'est à ce titre que le département de Kong bénéficie de la construction du collège de proximité de Sikolo situé à environ 44 km de Kong[4]. Des recommandations ont été

[4] Le département de Kong a une population de 87,929 habitants et compte 4 sous-préfectures avec les estimations de populations suivantes : Bilimono (population *(19873) ;* Kong (population (29190) ;Nafana (population (17703) ; Sikolo (population (21163).

formulées par tous les acteurs interrogés face au phénomène de grossesses précoces à l'école. Ils préconisent la mise en place d'un cadre d'informations et d'échange en lien avec la sexualité au sein de l'établissement qui serait géré par des assistantes sociales. Ils préconisent également l'organisation des séances de sensibilisations en langue locale et en français qui mettraient l'accent sur les conséquences du phénomène et non sur l'utilisation des méthodes contraceptives. Quant aux premières concernées, à savoir les filles, elles recommandent la distribution systématique et gratuite de contraceptives à toutes les filles dès la classe de 6ème. Bien que ne partageant pas cet avis, les parents sont conscients qu'ils devraient plus s'impliquer dans le suivi des filles et assurer leur formation religieuse. En effet, les guides religieux estiment que la crainte de Dieu pourrait amener les filles à s'abstenir de relations sexuelles précoces. Enfin, même si les parents dans leur ensemble (90%) sont opposé à cette proposition, car estimant l'existence des liens de parenté dans 70% des cas entre les familles, les autorités préfectorales et éducatives sont formelles qu'une répression à l'encontre des auteurs allant jusqu'à l'emprisonnement pour servir d'exemple. Aussi, faut-il signaler que la mairie a construit un foyer de filles en fasse du lycée pour essayer de réduire le phénomène.

3- Discussion

Dénoncées par les sociétés occidentales, elles sont pourtant communément admises dans certaines cultures traditionnelles, où le mariage et la grossesse à un jeune âge sont fréquents, voire même considérés comme un rite de passage à l'âge adulte (Chui, 1978 ; Miske-Talbot, 1984). En effet, en fonction de chaque société, la fécondité adolescente peut être perçue comme un problème social ou non, dont la construction dépend d'un ensemble de facteurs culturels et sociaux. Selon, l'étude de Delaunay (2001) dans certaines sociétés dites traditionnelles, la grossesse adolescente est encouragée puisqu'elle représente une étape dans l'acquisition d'un statut d'adulte. Cette position est partagée par certains parents enquêtés. En revanche, d'autres sociétés la perçoivent comme problématique pour plusieurs raisons. En

France, ce phénomène est perçu comme un acte socialement déviant puisque les adolescentes sont encore catégorisées comme des enfants alors que seuls les adultes responsables sont "socialement" autorisés à engendrer un enfant (Le Van 1998, 2006 ; Murcott 1980). Cela renvoie également à un « affolement moral » des adultes face à la sexualité précoce des jeunes (Bozon 2012). Cet aspect est mis en évidence notamment par le corps enseignant, les responsables de l'école et les autorités administratives de même que certains parents que nous avons interrogés. Ainsi, le phénomène de grossesses des adolescentes pendant leur scolarité résulterait d'un processus de construction sociale. En effet, plusieurs sociologues ont abordé la question des grossesses chez les adolescentes comme résultante d'un processus de construction sociale, en évoquant une variété de facteurs culturels, sociaux et institutionnels. Pour Murcott (1980), ce type de grossesse constitue un problème parce qu'il exprime une contradiction. Dans le contexte idéologique de nos sociétés, les adolescentes appartiennent à la catégorie des enfants en opposition à celle des adultes matures et responsables. Selon Kelly (1987), les filles jouissent d'une autonomie relative au sein des classes d'âge dans les sociétés et l'importance des pairs dans le développement social de l'enfant est largement reconnue par la société traditionnelle. Toutefois, Une fois à l'adolescence, les relations développées avec les parents, les sœurs et les pairs du même sexe et du sexe opposé sont différentes de celles qu'il avait avec les mêmes personnes, durant l'enfance. Ceci est souvent la cause d'une rupture de communication de sorte qu'il vive la crise de l'adolescence de façon esseulée comme l'atteste cette étude. En outre, sauf à remettre en question une certaine vision du monde, un enfant ne peut ni porter lui-même un enfant ni engendrer. Par conséquent, pour Bonnell (2004), ces grossesses sont perçues comme un problème social majeur car elles représenteraient un coût pour la société et encourageraient à long terme la marginalisation économique et sociale des individus concernés comme l'atteste aussi cette étude. Dans les pays occidentaux, les grossesses des adolescentes sont considérées comme perturbant l'ordre séquentiel, socialement construit, de la procréation dans les sociétés (Daguerre, 2010 : 102). En outre, la construction de ce problème se fonde aussi sur la manière dont on le mesure. S'intéresser aux grossesses chez les adolescentes impose de considérer les indicateurs utilisés pour en rendre compte. Selon

Desrosières (2008), l'indicateur ne serait pas « un simple instrument de mesure extérieur à une réalité qui lui préexisterait » mais participerait bien à la construction de cette réalité et au processus qui contribue à faire émerger un fait en tant que problème social. Or, aucune recherche ne s'est directement intéressée à l'indicateur comme élément de construction de la grossesse à l'adolescence comme problème social. Si Le Van (1998) met en avant le fait qu'il s'agit d'un événement difficile à mesurer dont les chiffres sont la plupart du temps surestimés, et s'interroge sur la volonté de certains de "gonfler" ces derniers, elle n'explique pas pour autant comment ils sont mobilisés ni comment ils interviennent dans la définition du problème.

Conclusion

A l'heure de la généralisation de la contraception et de l'évolution des normes sexuelles et reproductives, la grossesse chez l'adolescente est perçue par la collectivité comme un comportement déviant, stigmatisant celle qui la "subit".[5] En contradiction totale avec l'ordre socialement établi de la sexualité et de la procréation, elle apparaît comme un problème social majeur (Le Van, 1998). Les grossesses en cours de scolarité au Lycée Dominique Ouattara font chaque année des victimes. La survenue du phénomène en milieu scolaire demeure une réalité préoccupante chez les acteurs du système éducatif de même que chez les parents. Les facteurs qui y sont associés sont l'âge, le niveau d'étude, le lieu de résidence, la connaissance des informations sur la santé sexuelle. C'est un mal qui provoque beaucoup d'amertume et plombe la réussite scolaire des filles, toute chose qui ne peut être qu'un handicap quant à la participation de la jeune fille en tant que citoyenne à la gouvernance. Réduire, le nombre de cas de grossesse dans les écoles, permettra de donner la chance aux jeunes filles qui arrivent des villages et des villes environnantes de réussir leur cursus scolaire et réduire l'inégalité des chances face à l'école. Enfin, les expressions de "grossesses en milieu scolaire" ou "grossesses en cours de scolarité" ou de "grossesses précoces à l'école", récurrente dans les médias et dans le discours commun ne contribue-elle pas, à elle seule, à stigmatiser ces grossesses

[5] Dans la plupart des études françaises portant sur le sujet, le terme de « grossesse à l'adolescence » fait référence à la population des adolescentes ayant débuté une grossesse avant l'âge de 20 ans.

en les différenciant de celles se déroulant aux âges socialement construits et acceptés pour donner naissance ?

Bibliographie

Bonell. Chris (2004), *Why is teenage pregnancy conceptualized as a social problem?* A review of quantitative research from USA and UK. Culture, health and sexuality 6 (3):255-72

Chui James (1978**),** *Policies and Programs on Adolescent Fertility in Developing Countries*: an Integrated Approch New York: United Nations Fund for Population Activities (UNFPA)

Dagnongo Gnéré Blama (2014), *Les* grossesses en milieu scolaire au prisme de la communication pour le changement de comportement : l'exemple du lycée moderne de Tengrela en Côte d'Ivoire *»* .publication.lecames.org/index.php/hum/article/ download/633/476

Delaunay Valérie (2001), *sexualité et fécondité des adolescents : évolution récentes en milieu rural sénégalais* In les transitions démographiques des pays du sud, éd. Gendreau.

Diop Abdoulaye Bara (1981), *La Société Wolof : Les systèmes d'inégalité et de domination* Paris Khartala.

Le den Mariette (2012), *Les indicateurs des grossesses à l'adolescence en France. Enjeux et modalités de leur mobilisation dans la mise en place d'une politique de prévention* Dans Sciences sociales et santé (Vol. 30), pages 85 à 102

Le van charlotte (2006), *La grossesse à l'adolescence : un acte socialement déviant ?* » Adolescence no 55(1): 225-34.

Le van Charlotte (1998**)** « Les grossesses à l'adolescence normes sociales, réalités vécues ». Paris ;
Montréal : L'Harmattan.

Grovogui Fassou Mathias et Millimounou Mina Tamba et AL (2020), *Fréquence des grossesses en milieu scolaire et profil des adolescentes concernées à Conakry, Guinée* Dans Santé Publique 2020/5-6 (Vol. 32)

Kafé Hélène. et Brouard Nicolas (2000), *Comment ont évolué les grossesses chez les adolescentes depuis 20 ans ? (*Bulletin de Population & sociétés) / N° 361 - Octobre 2000

Miske-Talbot Annick (1984), *Instabilité des valeurs et socialisation de l'enfant* Environnement Africain n° 14-15-16, ENDA Dakar, pp. 165-176.
Murcott Anne (1980), The *Social Construction of Teenage Pregnancy: A Problem in the Ideologies of Childhood and Reproduction* ». Sociology of Health & Illness 2(1) : 1-23.
UNFPA (2010), *Stratégie nationale multisectorielle de santé sexuelle et de la reproduction des adolescents et jeunes au Benin 2010-2020*. Direction de la santé de la mère et de l'enfant : INSAE.
Rapports de stage : *Grossesses précoces en milieu scolaire : causes et moyens de luttes. Recherche* www.donbosco.com
Rapport d'analyse statistique du Système Education 2014-2015
Rapport (2019) Direction des Stratégies, de la Planification et des Statistiques (DSPS) du ministère de l'éducation nationale dans son publié le jeudi 28 mars 2019.